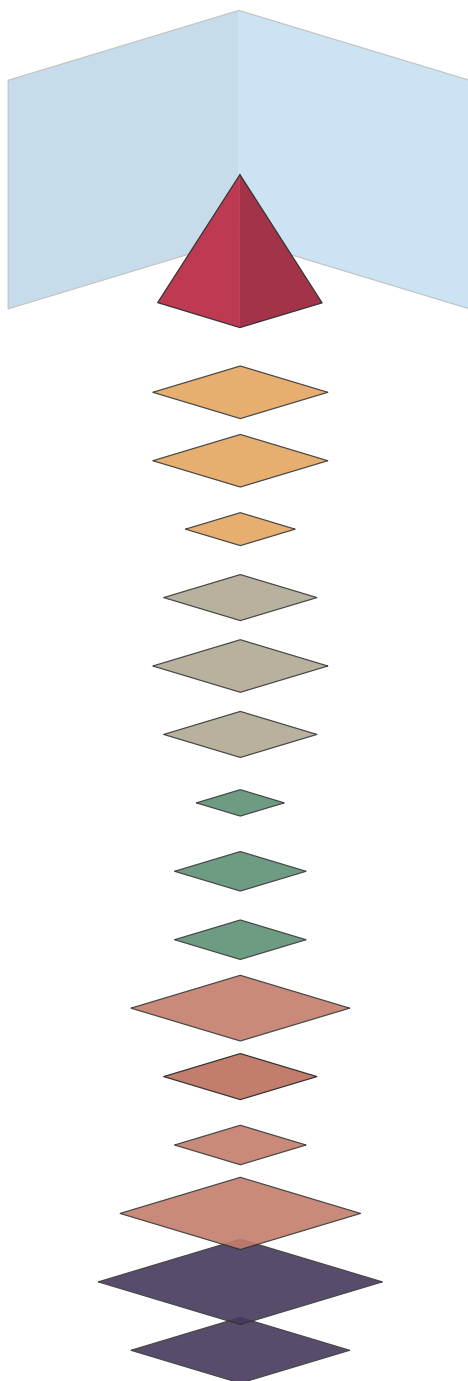


CANADA



3,88

SCORE DE CRIMINALITÉ

160^e sur 193 pays

25^e sur 35 pays américains

2^e sur 2 pays d'Amérique du Nord



MARCHÉS CRIMINELS

3,87

TRAITE DES PERSONNES **4,00**

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS **4,00**

RACKET D'EXTORSION ET
CHANTAGE À LA PROTECTION **2,50**

TRAFIC D'ARMES **3,50**

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON **4,00**

COMMERCE ILLICITE DE BIENS
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE **3,50**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **2,00**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **3,00**

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES
NON RENOUVELABLES **3,00**

COMMERCE D'HÉROÏNE **5,00**

COMMERCE DE COCAÏNE **3,50**

COMMERCE DE CANNABIS **3,00**

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **5,50**

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE **6,50**

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE **5,00**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

3,90

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **5,00**

RÉSEAUX CRIMINELS **4,00**

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT **2,00**

ACTEURS ÉTRANGERS **4,50**

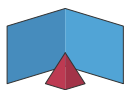
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ **4,00**



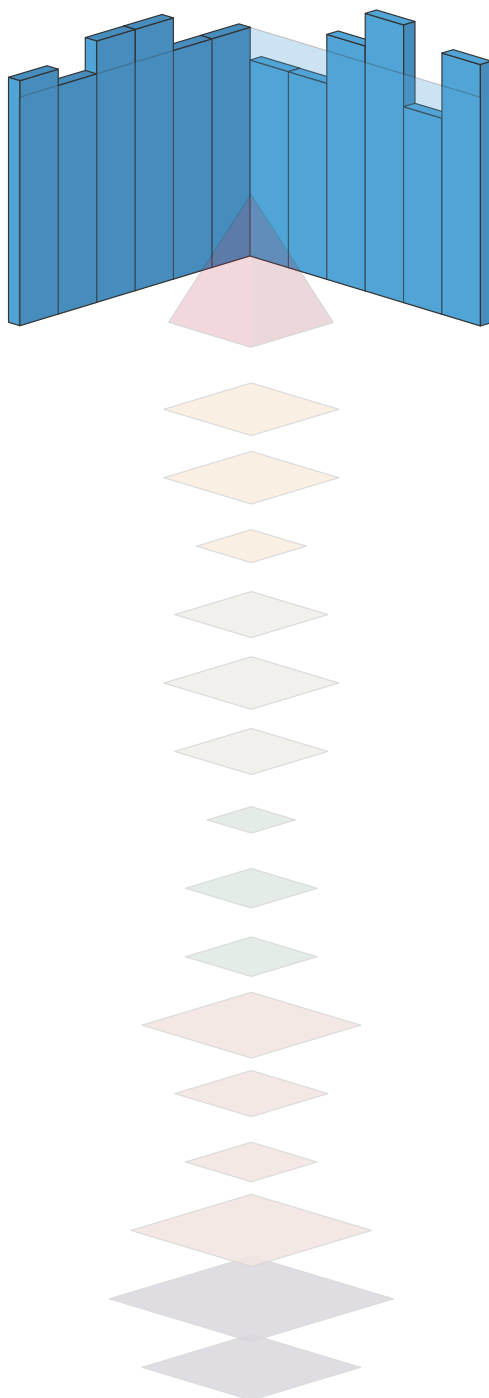
7,21

SCORE DE RÉSILIENCE





CANADA



7,21

SCORE DE RÉSILIENCE

23^e sur 193 pays

2^e sur 35 pays américains

1^e sur 2 pays d'Amérique du Nord

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE **7,50**

TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES
GOUVERNEMENTS **7,00**

COOPÉRATION INTERNATIONALE **8,00**

POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES **8,00**

SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION **7,00**

FORCES DE L'ORDRE **7,00**

INTÉGRITÉ TERRITORIALE **6,00**

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT **6,00**

CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE **7,50**

SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS **8,50**

PREVENCIÓN **6,00**

ACTEURS NON ÉTATIQUES **8,00**



3,88

SCORE DE CRIMINALITÉ



MARCHÉS CRIMINELS **3,87**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ **3,90**



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La traite des personnes au Canada continue de croître, quoique modérément, le marché de la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle restant actif. La majorité des cas impliquant le Canada sont des cas de traite interne. Les femmes et les filles autochtones sont particulièrement vulnérables à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, mais leurs cas ne sont souvent l'objet d'aucune enquête et des disparitions sont attribuées à ce crime. Bien que des données récentes indiquent que ce groupe n'est pas surreprésenté parmi l'ensemble des victimes et survivants de la traite des personnes dans le pays, il peut être la cible de formes spécifiques de violence fondée sur le genre et le sexe. On constate également une augmentation de la victimisation globale des jeunes en ligne. La traite transnationale des personnes, quant à elle, prend principalement la forme de travail forcé. Les travailleurs étrangers, principalement des femmes d'origine philippine travaillant dans les secteurs des soins et de l'agriculture, courent un risque élevé d'exploitation et d'abus en raison des barrières linguistiques, de l'isolement des lieux de travail et de l'accès limité aux protections.

Le trafic d'êtres humains au Canada se limite principalement à faciliter la migration irrégulière, le pays servant de point de transit pour les travailleurs et les demandeurs d'asile qui tentent d'atteindre les États-Unis. Toutefois, l'augmentation récente du nombre de demandes d'asile et l'augmentation du nombre de décès et de sauvetages le long de la frontière canadienne suggèrent que de plus en plus de personnes tentent d'atteindre le Canada en tant que pays de destination finale plutôt que de l'utiliser comme simple point de transit. Beaucoup voyagent par leurs propres moyens avec des visas obtenus frauduleusement, souvent depuis l'Asie, tandis que d'autres font appel à des passeurs. Certaines communautés autochtones d'Amérique seraient impliquées dans le trafic de personnes depuis les États-Unis vers le Canada en utilisant les terres des réserves. Au Canada, les passeurs opèrent principalement le long de la frontière sud-est, soit en tant que passeurs indépendants et opportunistes, soit par le biais de réseaux de passeurs plus organisés. En ce qui concerne le racket d'extorsion et le chantage à la protection, ces pratiques criminelles continuent d'être menées par des groupes de type mafieux dans le pays, bien que de façon limitée.

COMMERCE

Ces dernières années, le Canada a connu une augmentation du trafic d'armes national et transnational et des homicides liés aux armes à feu, malgré un marché des armes illégales relativement restreint. La plupart des armes illégales au

Canada sont introduites en contrebande depuis les États-Unis, les armes de poing étant les plus couramment saisies. Les groupes criminels organisés jouent un rôle important dans la contrebande et la vente d'armes à feu, souvent par des moyens illégaux. Bien que des mesures aient été prises pour résoudre ce problème, la faible probabilité d'interception à la frontière entre les États-Unis et le Canada et les marges de profit élevées tirées de la vente d'armes illégales au Canada par rapport aux États-Unis font qu'il est difficile d'éliminer cette forme de criminalité. En outre, des rapports font état de l'utilisation d'imprimantes 3D pour produire des pièces et des composants d'armes à feu afin d'éviter les réglementations et les forces de l'ordre.

Ces dernières années, les autorités douanières du Canada ont retenu un nombre croissant de cargaisons et de conteneurs de marchandises contrefaites destinées à être distribuées dans le monde. Bien que le marché dans le pays reste de taille relativement modeste, le Canada a été désigné comme un pays préoccupant pour la contrefaçon en raison de son incapacité à assurer une protection ou une application adéquate des droits de propriété intellectuelle, ainsi que de ses niveaux élevés de piratage en ligne. Des réseaux criminels chinois sophistiqués basés à Toronto et en Asie font partie des principaux acteurs mondiaux de l'industrie de la contrefaçon. De même, le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, en particulier le tabac, pose un problème au Canada. Ce problème est modérément répandu et les réponses politiques pour le contrer sont faibles. La majeure partie du commerce illicite de tabac a lieu dans le centre du Canada, et certaines communautés autochtones seraient impliquées dans cette activité. Ce problème est le plus important en Ontario et au Québec, où les estimations de la taille du marché du tabac illicite varient considérablement. La contrebande de tabac et les délits d'accise connexes sont souvent liés à des usines de fabrication de cigarettes non réglementées et à des points de vente au détail établis sur les territoires des Premières nations.

ENVIRONNEMENT

Rien n'indique actuellement qu'il existe un important marché illicite de l'exploitation forestière et du commerce du bois au Canada. Les autorités canadiennes ont réussi à réglementer la chaîne d'approvisionnement en bois et à contrôler les ports d'entrée et de sortie du pays. En outre, il existe une forte préférence pour le bois légal au Canada, ce qui se reflète dans la législation, les politiques et les choix des consommateurs. Toutefois, des rapports font état d'un marché illicite aux États-Unis pour les orchidées originaires du Canada. En ce qui concerne le trafic d'espèces sauvages, le pays joue un rôle de source, de transit et de destination. Des espèces telles que les

ours polaires, les tortues, les narvals et les défenses de morses font couramment l'objet d'un trafic. Bien que le commerce de l'ours polaire et la chasse au narval parmi les populations inuites soient légaux au Canada, ces activités mettent ces espèces en danger. La vésicule biliaire de l'ours fait l'objet d'un trafic à partir du Canada vers certains pays asiatiques où les communautés locales croient en ses vertus curatives. Il convient de noter que le Canada autorise le commerce national de l'ivoire provenant d'éléphants tués avant 1990, ce qui permet aux criminels de dissimuler de l'ivoire neuf sur le marché légal.

Les industries extractives, y compris le marché du diamant au Canada, ont conservé leur réputation comme étant exemptes de conflit, sans changement notable au cours des dernières années. L'exploitation minière artisanale serait également exempte d'activités criminelles. Toutefois, les entreprises multinationales canadiennes ont été associées à des violations de l'environnement et des droits de l'homme dans le monde. L'absence de responsabilité dans le pays a facilité ces abus pendant des décennies. On signale également que de l'or teinté par les conflits du Venezuela fait l'objet d'un trafic vers les pays voisins et est ensuite exporté vers des raffineurs d'or au Canada à l'aide de faux papiers.

DROGUES

Bien que la demande intérieure en héroïne soit limitée dans le pays (les médicaments sur ordonnance constituent le principal abus d'opioïdes), un nombre élevé de visites aux urgences liées à l'héroïne continue d'être signalé. Si l'essentiel de l'offre en opioïdes sur le continent américain provient du Mexique, de la Colombie et du Guatemala, le marché canadien continue de s'approvisionner en héroïne principalement dans le Croissant d'or, en Asie du Sud-Ouest. Les réseaux criminels asiatiques, principalement chinois, sont les principaux importateurs et trafiquants d'héroïne sur la côte ouest du Canada. En revanche, le marché canadien de la cocaïne est relativement petit, avec des prix bas et une demande limitée, mais les récentes saisies indiquent un potentiel de croissance. La majeure partie de la cocaïne au Canada est importée des pays d'Amérique latine via des points de transit aux Caraïbes et aux États-Unis, les cartels mexicains étant de plus en plus impliqués dans la contrebande et le trafic. Le marché est contrôlé par divers groupes criminels organisés, notamment des gangs de motards. Le Canada est également considéré comme un pays de transit pour la cocaïne destinée à d'autres pays tels que l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande.

Le Canada a légalisé l'usage de la marijuana à des fins récréatives et médicales, ce qui a conduit le gouvernement à gérer les fournisseurs de cannabis et les entreprises privées à se lancer dans ce secteur. Toutefois, la demande intérieure ayant été sous-estimée, la production et la vente illégales de cannabis ont persisté. Les informations rapportées suggèrent que le cannabis légal est plus cher et

de moins bonne qualité que le cannabis illégitime, ce qui incite davantage les consommateurs à acheter sur le marché noir. Néanmoins, le commerce illégitime de cannabis au Canada n'a que peu de liens avec la criminalité organisée.

Le pays est confronté au problème omniprésent de la production et du trafic illégitimes de drogues de synthèse, les opioïdes de synthèse et la méthamphétamine étant les principales drogues en question. La production de ces drogues, en particulier dans la région de Vancouver, implique des réseaux criminels asiatiques et des gangs de motards interdits par la loi. On pense que la production d'opioïdes de rue s'oriente intentionnellement vers le carfentanil et s'éloigne du fentanyl. Bien que le Canada reste un pays source pour l'ecstasy et le crystal meth, le pays a mis en œuvre des mesures pour lutter contre la fabrication et le trafic d'opioïdes de synthèse, notamment en exigeant l'enregistrement de l'importation d'équipements désignés capables de produire des substances contrôlées.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La cybercriminalité est en hausse au Canada et de nombreux incidents ne sont pas signalés. Ces dernières années, le pays a subi un grand nombre d'attaques de ransomware et le versement des paiements correspondants, qui coûtent des millions de dollars à chaque fuite de données. En outre, les cybercriminels utilisent de plus en plus les fournisseurs d'accès à internet canadiens pour héberger des sites malveillants et mener des cyberattaques. Outre les autorités publiques telles que les forces de l'ordre, les petites entreprises canadiennes ont également été victimes d'un grand nombre de cyber-incidents. En outre, le Canada est confronté à d'importantes cybermenaces stratégiques provenant de cyber-programmes parrainés par l'État dans des pays tels que la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord. Les cryptomonnaies gagnent également en popularité auprès des cybercriminels, car elles permettent de dissimuler les identités et d'éviter d'être repéré par les forces de l'ordre. Les modèles économiques de ransomware comme service (RaaS) se sont également développés, les développeurs vendant ou louant des logiciels de ransomware à d'autres cybercriminels.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La criminalité financière au Canada est une préoccupation croissante, les pertes attribuées aux escroqueries et aux fraudes atteignant des centaines de millions de dollars canadiens par an. Les types de fraude et d'escroquerie les plus fréquemment signalés sont l'hameçonnage, l'escroquerie sur les marchandises, l'escroquerie sur les services et l'escroquerie sur les fournisseurs. Parmi celles-ci, le spear-fishing est particulièrement répandu et constitue une menace redoutable pour les entreprises et les organisations. L'usurpation d'identité et le non-respect des obligations fiscales sont également des problèmes graves. Le problème est exacerbé par la faiblesse de la

réglementation canadienne en matière de transparence des entreprises, qui facilite l'enregistrement de sociétés écran et dissimule la véritable identité des personnes impliquées dans la criminalité financière. Par conséquent, ces activités criminelles sont difficiles à détecter et à poursuivre.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Les gangs de motards interdits par la loi sont les groupes de type mafieux les plus répandus au Canada, avec une forte présence en Ontario et au Québec. Ces groupes se livrent à une série d'activités criminelles, notamment l'extorsion, le trafic de drogue, la contrebande d'armes et de cigarettes et le prêt usuraire. La Nouvelle-Écosse présente un intérêt particulier pour ces gangs en raison de son important point d'entrée pour la contrebande de drogues illégales, et différents groupes se sont affrontés dans la province. Des réseaux criminels peu structurés répartis dans le pays sont également impliqués dans diverses activités criminelles lucratives, notamment le trafic de stupéfiants, la contrebande de cigarettes, les jeux d'argent, la contrefaçon, la fraude, la contrebande et la traite des personnes. Les réseaux professionnels de blanchiment d'argent sont particulièrement actifs au Canada et sont utilisés par la plupart des groupes de type mafieux pour blanchir les revenus de leurs crimes.

Les acteurs criminels étrangers, en particulier les mafias italiennes et asiatiques, continuent d'être très présents

au Canada. Les membres de ces gangs entretiennent des relations étroites avec le monde des affaires au Québec et contrôlent des activités économiques telles que le transfert frauduleux de valeurs et les pratiques usuraires. Ils sont également impliqués dans la distribution et le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent et les prêts usuraires et ont des antécédents de violence et de meurtre. Les mafias asiatiques actives dans le pays sont également connues pour importer du fentanyl et des précurseurs de Chine. En ce qui concerne les acteurs du secteur privé, c'est dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration, du commerce de détail, du transport et de l'entreposage, de la construction et des autres services que l'on trouve le plus grand nombre d'entreprises liées à la criminalité organisée au Canada. Les entreprises de services financiers, en particulier, facilitent les opérations internationales de blanchiment d'argent et font souvent partie intégrante de groupes criminels plus vastes ou d'entités criminelles organisées en réseaux internationaux. La nature en liquide de la plupart des transactions dans ce secteur le rend attrayant pour les criminels, en particulier ceux qui sont associés à des groupes de type mafieux. Il convient de noter qu'il n'existe actuellement aucune preuve de corruption généralisée et d'infiltration du crime organisé dans la politique ou les institutions de l'État au Canada. Toutefois, des cas de corruption de fonctionnaires, en particulier au niveau local, ainsi que des accusations de détournement de fonds publics sont de plus en plus souvent signalés dans le pays.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le Canada dispose d'une gouvernance et d'un système institutionnel bien établis, avec une position ferme contre la criminalité, incluant une stratégie nationale, des unités des forces de l'ordre dédiées, des cadres juridiques et des services sociaux. Toutefois, il n'existe pas de stratégie nationale globale pour lutter contre la criminalité organisée, et le manque de financement pour l'application de la loi pose problème, en particulier dans les territoires autochtones et parmi les jeunes marginalisés. Bien que le Canada soit considéré comme l'un des pays les moins corrompus au monde, des lacunes dans les cadres juridiques d'accès à l'information ont été identifiées, et des critiques ont été émises concernant le manque de transparence dans la propriété effective des sociétés et des fiducies. Le Canada est ainsi devenu un pays de prédilection pour la constitution de sociétés écrans susceptibles de faciliter des activités illicites.

Le Canada participe activement aux efforts internationaux de lutte contre la criminalité organisée, notamment en signant des accords internationaux et en adaptant ses lois aux normes internationales. Il a conclu des partenariats bilatéraux avec les États-Unis et la Chine pour s'attaquer à des problèmes tels que la contrebande et le trafic de stupéfiants. Le Canada a le pouvoir légal d'obtenir des ordonnances judiciaires au nom des pays qui sont parties à des accords d'entraide judiciaire, et il dispose de lois permettant de geler les avoirs afin de restreindre la propriété des dirigeants et des fonctionnaires d'États étrangers. Toutefois, les experts en droits de l'homme ont appelé à une révision des lois nationales relatives à l'extradition afin de garantir l'équité et les protections constitutionnelles. Le Canada dispose également d'un cadre législatif solide pour lutter contre la criminalité organisée par l'élaboration et la coordination de politiques. Toutefois, le manque de financement et de ressources constitue un défi important

pour la mise en œuvre complète des efforts visant à lutter contre l'ampleur croissante de la criminalité organisée au Canada.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire et les politiques de détention du Canada n'ont pas été modifiés au cours des dernières années. Bien qu'il n'existe pas de tribunaux spécialisés dans la lutte contre la criminalité organisée, le système judiciaire canadien semble efficace et est considéré comme largement exempt de corruption. Toutefois, le système semble souffrir d'une pénurie de ressources en matière de poursuites et de délivrance de la justice. On a également signalé des abus de pouvoir de la part de gardiens de prison, et des inquiétudes ont été exprimées quant à l'utilisation inappropriée de l'isolement. Les allégations d'alliances croissantes et de concurrence violente entre différents gangs dans les prisons posent un problème de sécurité croissant pour les pénitenciers et augmentent la probabilité de récidive. Le pays dispose de plusieurs mécanismes pour intégrer et favoriser la coopération et le partage d'informations entre les différentes agences chargées de faire respecter la loi, qui font un usage intensif des opérations de forces conjointes multi-agences et multidisciplinaires. Toutefois, malgré l'existence de structures pertinentes et la coopération entre les unités des forces de l'ordre, le manque permanent de fonds pour les forces de l'ordre aux niveaux fédéral et provincial entraîne une incapacité à faire face à l'ampleur et à la complexité croissantes de la criminalité organisée. En particulier, le manque de ressources pour la répression de la criminalité financière a été critiqué et partiellement blâmé pour le problème généralisé du blanchiment d'argent au Canada, en particulier en Colombie-Britannique.

Le Canada a la plus longue frontière internationale au monde avec les États-Unis. Bien que le trafic transfrontalier existe, l'ampleur de ces flux est relativement limitée, mais seul un petit pourcentage de toutes les drogues introduites en contrebande dans le pays est détecté et intercepté. En effet, les agences de contrôle des frontières ne disposent pas de ressources suffisantes pour surveiller de manière adéquate l'ensemble des frontières et des territoires du Canada. À la suite de la mise en œuvre de l'accord États-Unis-Mexique-Canada, les douanes canadiennes ont été habilitées à retenir les cargaisons commerciales en transit de produits soupçonnés d'être des contrefaçons, et les fonctionnaires ont constaté une augmentation significative du nombre de retenues. Toutefois, l'Agence des services frontaliers du Canada a lancé l'alerte que les contrebandiers et les groupes criminels pourraient tenter de corrompre les fonctionnaires aux frontières.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le Canada est considéré comme un pays à risque moyen en matière de blanchiment d'argent en raison de l'inefficacité des systèmes de transparence relatifs à la propriété effective. Toutes les professions ne sont pas couvertes par des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, et les professionnels tels que les agents immobiliers et les avocats ne sont pas tenus d'identifier les bénéficiaires effectifs dans le cadre du devoir de diligence. Le Canada ne dispose pas d'un registre central d'informations sur la propriété effective et les gouvernements fédéral et provinciaux ont été accusés de manquer de leadership en matière de lutte contre la criminalité financière. C'est particulièrement vrai en Colombie-Britannique, où l'on a découvert des preuves de blanchiment d'argent à grande échelle par le biais des casinos, de l'immobilier et des banques. Le programme d'application de la loi de la police concernant les revenus de la criminalité manque considérablement de ressources depuis des années, et la cellule de renseignement financier a été critiquée pour avoir créé trop d'obstacles à l'échange d'informations en temps opportun à des fins d'application de la loi.

En revanche, le Canada dispose de mesures efficaces pour gérer les ressources naturelles, promouvoir la facilité de faire des affaires et lutter contre la corruption. Des cadres juridiques pénaux et civils sont en place pour aider les entreprises légitimes à fonctionner à l'abri des activités criminelles. Bien qu'aucun secteur au Canada ne soit contrôlé de manière significative par le crime organisé, des affaires récentes indiquent que des groupes criminels ont de l'influence dans le secteur des dépanneuses à Toronto et à Montréal. En outre, des entreprises des secteurs de l'hébergement et du divertissement ont été utilisées pour blanchir de l'argent et servir de façades au crime organisé.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le Canada dispose d'un cadre complet pour apporter un soutien aux victimes de l'esclavage moderne, et le pays a intensifié ses efforts pour protéger les victimes de la traite des personnes de manière plus générale. Alors que les provinces et les territoires sont les premiers responsables de la prestation de services aux victimes, le gouvernement fédéral a établi diverses directives et ressources pour aider les fonctionnaires de première ligne à identifier de manière proactive les cas de traite des personnes. Toutefois, les prestataires de services ont remarqué qu'ils s'occupaient principalement de victimes féminines canadiennes, et qu'il fallait faire davantage pour soutenir les victimes masculines et étrangères. Les victimes peuvent généralement accéder à des services de base tels qu'un hébergement d'urgence, de la nourriture, des services médicaux, un soutien psychologique,

une planification de leur sécurité et un soutien juridique. La police administre le programme fédéral de protection des témoins pour soutenir les témoins, qui a récemment apporté des améliorations notables à ses normes et s'est concentré sur les besoins des victimes.

En ce qui concerne la prévention, le Gouvernement canadien a montré son engagement à lutter contre la traite des personnes en mettant en œuvre un programme national de sensibilisation sur cinq ans et en chargeant une organisation indépendante d'évaluer le risque de traite des personnes dans la chaîne d'approvisionnement du gouvernement. En outre, le gouvernement a intensifié ses efforts pour prévenir l'exploitation sexuelle dans le cadre de la fourniture d'aide à l'étranger. Toutefois, le pays ne dispose pas d'une stratégie nationale cohérente pour prévenir la criminalité organisée et ses ressources sont principalement axées sur l'application de la loi. Certaines campagnes d'éducation du public ont été mises en œuvre et des recours civils ont été mis en place dans certaines provinces pour retirer les membres présumés de gangs des établissements autorisés.

Bien que le Canada promeuve également la liberté des médias au niveau national et international par le biais d'initiatives telles que l'organisation d'événements, la proposition de nouvelles résolutions et le versement de dons à des organisations internationales axées sur la liberté d'expression, il reste confronté à des défis en termes de couverture médiatique concernant les populations autochtones et les litiges fonciers. Bien que le gouvernement soutienne les organisations de la société civile, celles-ci jouent un rôle mineur dans la lutte contre la criminalité organisée au Canada, certains groupes de plaidoyer se concentrant sur des domaines spécifiques tels que la traite des personnes et le trafic d'êtres humains. Des partenariats public-privé existent et sont encouragés au niveau fédéral pour lutter contre la criminalité, les entreprises et les professionnels du secteur privé étant tenus par la loi d'identifier et de signaler les transactions suspectes liées au blanchiment d'argent. Les cabinets d'expertise comptable du secteur privé jouent un rôle actif dans les enquêtes sur les délits financiers. Les médias s'intéressent aussi activement à la criminalité organisée au Canada et il n'y a pas eu d'attaques récentes contre des journalistes par des groupes criminels.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.